

Macron ou la réforme tranquille

EDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin
| Le 08/03 à 06:00 | Mis à jour à 09:15



Macron ou la réforme tranquille

On peut reprocher au programme d'Emmanuel Macron d'être attrape-tout. Mais il a le mérite d'en appeler à la raison plutôt que d'attiser les passions et de dépasser les caricatures de l'affrontement droite-gauche.

Après trente-cinq jours d'un mauvais feuilleton qui a éloigné les médias et l'opinion publique des sujets de fond de la campagne présidentielle, le moment est venu de reparler des propositions des candidats du « réel économique ». C'est-à-dire ceux qui refusent de ruiner le pays par un retour au franc et savent que la France ne peut vivre éternellement au-dessus de ses moyens, surtout au début d'un cycle de relèvement des taux d'intérêt (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_taux-dinteret.html#xtor=SEC-3168).

Deux programmes se font face : celui de François Fillon, connu et commenté depuis des mois, et qui peut se résumer à ses mesures et slogans phares : un demi-million de fonctionnaires en moins (soit 274 postes supprimés chaque jour) et 100 milliards d'euros de dépenses publiques éradiquées sur cinq ans ; et, dans le domaine de la justice et de la sécurité, une promesse qui sonne drôlement aujourd'hui : « impunité zéro » pour les délinquants...

En face, le programme d'Emmanuel Macron, moqué pour sa prétendue absence. Il revient sur le devant de la scène, bardé de chiffres : six chantiers prioritaires et douze thématiques pour ce « *contrat avec la nation* », élaboré avec 30.000 Français au cours de 3.000 ateliers et 500 experts. C'est la première originalité de ce programme : une approche girondine plutôt que jacobine, qui privilégie le terrain et la discussion sur la verticalité des sachants parisiens. Cela se ressent, parfois avec douleur, dans la lecture d'un texte de plus de 150 pages qui veut ne laisser rien ni personne de côté.

Un principe : la subsidiarité. Les solutions de demain sont à construire « *au plus près du terrain* », à l'instar des horaires et de l'organisation du travail. Idem pour le retour de la police de proximité, « *au plus près des Français* », ou pour l'Education nationale, ce bateau ivre de jacobinisme : place à l'autonomie des équipes éducatives et des universités. Aux préfets sera donnée la capacité d'adapter l'organisation des services de l'Etat aux besoins du département.

A ce principe de subsidiarité s'ajoute l'option préférentielle pour les plus démunis : « *faire plus pour ceux qui ont moins* », des enfants en zone prioritaire (deux fois plus d'enseignants en CP et CE1) aux handicapés et aux 9 millions de Français pauvres.

Ce programme, figure imposée d'une campagne présidentielle alors que la réalité de notre époque devrait en faire un document collaboratif, modifiable au gré des événements, est loin d'être parfait. On pourra regretter une pente trop douce sur la réduction de la dépense publique. D'autres points mériteront de vrais amendements au Parlement. Ainsi, l'idée que tous les travailleurs, entrepreneurs inclus, puissent avoir droit au chômage, notamment en démissionnant, est une idée ambitieuse répondant à la réalité nouvelle du monde du travail (ubérisation et contrats courts). Mais elle peut ouvrir sur de nombreux abus (travail dissimulé, allocations de confort) et réclamerait donc un surcroît de contrôles et de procédures administratives. Or le marché du travail français souffre déjà de trop de règles et de contrôles absurdes pour les renforcer aujourd'hui.

Mais, sur l'essentiel, le compte y est, de la modernisation numérique des services de l'Etat à la transition écologique. En particulier, dans le monde dangereux de 2017, il n'oublie pas les fonctions régaliennes de l'Etat (sécurité intérieure, armées, justice), très abîmées après

des décennies de laisser-faire, voire de coupes aveugles. Le programme d'En marche, ce sont 15.000 places de prison supplémentaires ; 10.000 policiers et gendarmes recrutés ; 2 % du PIB enfin consacré à la défense - un minimum.

L'essentiel, c'est enfin une priorité assumée - et si peu populaire dans la France de 2017 - pour remettre en selle une Europe permettant de réaliser un « *Erasmus de l'apprentissage* » (200.000 apprentis français partant chaque année dans un pays de l'Union). Une Europe qui « *ne doit pas avoir pour mission de gérer une bureaucratie* », mais bien de nous protéger des menaces du monde actuel, qu'il s'agisse de nos frontières (5.000 gardes-frontières européens à créer), de nos marchés publics (« Buy European Act ») ou de la réponse à donner aux comportements prédateurs de grands Etats et de grandes firmes du numérique qui pillent nos données et propriétés intellectuelles, et évitent l'impôt, avec la complicité de quelques Etats membres.

Ce programme n'est pas parfait, mais il répond à bien des priorités que cette chronique exprime depuis maintenant cinq ans, notamment la priorité au re-engineering de nos outils de souveraineté, à l'Europe et à un renouveau profond d'un système et d'une classe politiques à bout de souffle, ayant surjoué la fausse division entre droite et gauche au lieu de chercher l'unité nationale.

« Mais avec quelle majorité faire un tel programme ? » s'interrogent les sceptiques. La question vaut pour chacun des candidats à la présidentielle, aucun parti n'étant aujourd'hui en mesure d'être majoritaire. C'était le cas lors de la IV^e République finissante. En 1958, alors que les partis dits « de gouvernement » s'étaient autodétruits dans l'inaction et les querelles intestines, l'alternative était simple : les putschistes de l'Algérie française ou le come-back improbable de Charles de Gaulle et de son alors microparti (le RPF, dissous, avait alors 22 députés Républicains sociaux - 3,5 % de l'Assemblée). L'effet de souffle de l'arrivée de Charles de Gaulle au pouvoir et la Constitution de la V^e République ont permis de construire, autour d'un parti minoritaire, l'UNR (seulement un tiers des députés), une majorité jusqu'en 1962. C'est dans ces quatre années que l'essentiel du redressement de la France s'est fait (plan Rueff, notamment). Les vrais gaullistes ne s'offusqueront pas de la comparaison : cinquante ans après, la France doit faire un choix similaire.

Edouard Tétreau, Les Echos

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin. www.edouardtetreau.com

(javascript::void(0):)